Archives alainberset.ch — copie d'archive
Entretien avec Alain Berset « « Les institutions ne sont pas en danger, mais il faut les soigner » », paru dans Le Matin Dimanche le 31.12.2017.
Adresse d'origine : https://www.edi.admin.ch/edi/fr/home/documentation/interviews/-les-institutions-ne-sont-pas-en-danger--mais-il-faut-les-soigne.html
Copie : Internet Archive, capture du 17.11.2019 — https://web.archive.org/web/20191117071602/https://www.edi.admin.ch/edi/fr/home/documentation/interviews/-les-institutions-ne-sont-pas-en-danger--mais-il-faut-les-soigne.html

«Les institutions ne sont pas en danger, mais il faut les soigner»

Le Matin Dimanche - 31.12.2017

Le Matin Dimanche: Que souhaitez-vous à la Suisse et aux Suisses pour 2018?

Alain Berset: Je souhaite une bonne année à toutes et à tous. Et je souhaite qu'on continue à vivre dans un pays sûr et prospère. Nous avons une très bonne situation en Suisse, mais nous avons aussi beaucoup travaillé pour cela sur le plan économique et politique.

Quelle sera votre touche personnelle en cette année présidentielle?

Je ne crois pas du tout à cette idée que, dans notre système, un nouveau président puisse imprimer sa marque. J'ai toujours mis un accent particulier sur l'importance des institutions, car je crois qu'elles nous protègent. On vit une continuité gouvernementale depuis novembre 1848. C'est incroyable, et c'est là une des clés de notre succès.

Avez-vous l'impression que ces institutions sont en danger aujourd'hui?

Non, elles ne sont pas en danger, mais il faut les soigner. On vit dans un monde où les choses vont de plus en plus vite et on se sent parfois un peu dépassé. Nos institutions, comme le fédéralisme et la démocratie directe, offrent une réponse stable à cette frénésie.

Vous allez tout de même faire une minirévolution: une pause-café à 11 heures durant les séances du Conseil fédéral. Tout est-il réglé à ce point-là?

Non, pas du tout. Il y a beaucoup de flexibilité dans le fonctionnement du Conseil fédéral: on peut adopter certains points très vite sans discuter, puis parfois prendre des heures sur un sujet où il y a des divergences importantes. Mais c'est vrai que j'ai souffert qu'il n'y ait pas de pause-café. Alors, je vais en introduire une.

Est-ce un moyen de renforcer la convivialité?

Nous prenons déjà un café ensemble avant la séance, mais j'aime bien cette boisson. Et d'introduire de manière assez régulière une pause dans les débats, ça peut jouer un rôle. Il nous est déjà arrivé de faire une petite pause, de respirer, de prendre un café avant de continuer la discussion, de manière moins formelle. Cela fait partie de la recherche de solutions.

Macron en France, Kurz en Autriche, Trudeau au Canada, vous en Suisse: désormais en politique, place aux jeunes?

C'est un vrai renouvellement, une génération qui arrive aux responsabilités politiques les plus élevées et qui a intégré le fonctionnement d'un monde multipolaire. Cette génération a vécu aussi les questions de digitalisation et de transformation du marché du travail. On mesurera dans 25 ans les décisions politiques actuelles à notre capacité de réagir avec suffisamment de vigueur et de rapidité à ces transformations massives.

De ces trois chefs d'État, lequel vous inspire le plus?

Je n'ai pas de modèle. J'en ai rencontré personnellement deux, Sebastian Kurz et Emmanuel Macron, et j'espère avoir l'occasion de rencontrer Justin Trudeau l'an prochain. Ils sont, chacun à sa manière, l'émanation de leur réalité politique, qui n'est pas vraiment comparable entre l'Autriche, la France et le Canada. La Suisse est encore différente.

Quels chefs d'État allez-vous recevoir et où irez-vous?

Le programme s'organise gentiment. Il y aura d'abord un voyage en Autriche, au mois de janvier. Ce sera l'occasion de rencontrer des membres du nouveau gouvernement autrichien. Autre événement fixé en janvier, c'est le Forum de Davos, avec beaucoup de rencontres prévues. Et durant la seconde moitié de l'année aura lieu en Suisse la réunion des chefs d'État des pays germanophones. C'est un joli clin d'œil que je doive l'organiser comme Romand.

Vous allez en quelque sorte enfin réaliser votre rêve de jeunesse de devenir diplomate?

Quand j'avais 18 ou 19 ans, c'était quelque chose qui m'intéressait fortement, oui. Et, lorsque je suis arrivé à l'âge limite pour le concours de diplomate, c'était déjà moins clair, mais je l'ai passé par fidélité à mes idées de jeunesse. Aujourd'hui, les rencontres sont un des beaux côtés de la fonction.

Et avec Ignazio Cassis, comment cela se passe-t-il? Il ne vous embête pas trop sur l'assurance-maladie et la prévoyance vieillesse?

Nous avons un nouveau collègue qui s'est très bien intégré dans l'équipe. Dans notre système, on arrive vraiment bien à intégrer des avis ou des valeurs différentes. C'est d'ailleurs toute la force de ce gouvernement collégial, où quatre partis sont représentés.

Il vous faudra repartir au combat sur ces deux dossiers. Avez-vous encore la foi?

Oui, bien sûr. Dans la santé, tout l'enjeu, c'est de garantir un accès à des soins médicaux de grande qualité et à un coût qui reste supportable. Chaque fois que je rencontre une personne en pleine forme, elle me dit: «Ce n'est plus possible, ces primes qui augmentent.» Et chaque fois que je rencontre quelqu'un qui a eu un problème de santé, il me dit: «J'ai râlé pendant des années sur les primes, mais maintenant je ne dis plus rien, parce que j'ai vu pourquoi je les paie.» C'est le sens de la solidarité qui doit exister dans l'assurance-maladie. Mais ça signifie aussi qu'on doit combattre tous les abus, les prestations inutiles.

Et comment?

Il faut augmenter la transparence et le pilotage politique. Je me bats comme un lion depuis des années pour cela. À chaque fois qu'on veut avancer, on se heurte à des intérêts très directs. Et, pour faire bouger les choses, on a besoin de continuité. C'est une des raisons pour lesquelles je souhaitais poursuivre l'activité au Département de l'intérieur.

Et pour ce qui est de la prévoyance vieillesse, vous allez détricoter ce que vous avez patiemment tricoté?

Nous tenons compte du rejet du 24 septembre. L'idée, c'est de faire une réforme d'abord de l'AVS, puis une autre pour le 2e pilier. La réforme de l'AVS se concentrera sur la question de l'âge de la retraite, 65 ans pour tous, du financement et des mesures de compensation. On doit maintenant affiner tout cela jusqu'à fin février. On va procéder par étapes, de manière assez prudente, mais rapide. Et pour le 2e pilier, l'idée, c'est d'intégrer très fortement les partenaires sociaux.

Vous nous avez tellement répété qu'il fallait un paquet global. Allez-vous réussir à vous convaincre vous-même que cela a une chance de passer séparément?

J'étais convaincu qu'il fallait un paquet global pour réussir à équilibrer le niveau des rentes entre les deux piliers. Mais le projet a été rejeté par le peuple, et les milieux concernés souhaitent aujourd'hui des réformes séparées. Je n'ai pas de raison de rester têtu. Essayons, mais la responsabilité de ceux qui ont conduit à l'échec du projet est importante.

Pourquoi mettre la priorité sur l'AVS?

Les différents acteurs souhaitent une priorisation de l'AVS, où il y a un vrai problème de financement. Si on n'y prend pas garde, on va se retrouver avec une montagne de dettes.

Êtes-vous pressé de tourner la page de l'année 2017, votre «annus horribilis»?

En réalité, c'est un sentiment partagé. Le résultat de la votation de septembre était vraiment très dur, parce que ce sont six années de travail qui passent à la trappe en une journée. Mais, d'un autre côté, c'était une année magnifique! En termes de rencontres, d'échanges avec les gens, c'était fantastique. J'étais très engagé pour expliquer cette votation, dans la rue, dans les arrière-salles de bistrot. Et ça, c'est le sens même de la politique.

Le gros dossier qui vous attend à la présidence, c'est l'UE. La situation est-elle plus bloquée que jamais, après le coup de force de Bruxelles sur l'équivalence boursière?

Non, je ne crois pas. On a eu une situation très incertaine pendant longtemps avec la recherche d'une mise en œuvre pour l'initiative contre l'immigration de masse. Cela s'est réglé en début d'année et cela a ouvert d'autres perspectives avec l'UE. Mais, pour dire franchement les choses, c'est vrai que le mois de décembre nous a réservé quelques évolutions peu favorables. Le fait d'être installé sur une liste grise, même s'il ne faut pas en surestimer l'impact, franchement, nous n'avons pas trouvé ça très adéquat. Puis il y a eu la question de l'équivalence boursière, où la décision de Bruxelles ne nous a pas réjouis du tout.

Jusqu'ici, vous êtes resté en retrait sur le dossier européen. Serez-vous l'homme providentiel qui signera enfin le fameux accord-cadre institutionnel?

Il n'y a pas de personne providentielle, et toute personne qui essaie de se présenter comme telle dans ce dossier risque gros. Ça ne marche pas comme ça.

Un accord-cadre vous paraît être une bonne solution pour la Suisse?

Ce qui me paraît clair, c'est qu'on ne peut pas faire l'économie d'un débat sur la stabilité et le développement de nos relations avec notre principal partenaire commercial. Mais de savoir à quoi on va aboutir et dans quel délai, ce sont là deux autres questions. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a dit, il y a un mois, qu'il souhaitait que cela puisse être conclu très rapidement en 2018. Mais il me semble qu'il y a encore beaucoup de questions à clarifier.

Et qu'en est-il du bouton «reset» sur lequel Ignazio Cassis promettait d'appuyer?

Je ne veux pas interpréter ses déclarations. Il y a une ligne du Conseil fédéral qui est claire: nous souhaitons stabiliser la voie bilatérale, et cela passe par une certaine stabilité aussi sur le plan institutionnel. Nous avons un mandat de négociations valable depuis des années. Nous travaillons dans ce cadre-là et mènerons la discussion sur cette base-là au Conseil fédéral.

Autre grand dossier qui vous attend: les Jeux olympiques. Avez-vous envie de vous impliquer pour Sion 2026?

Le Conseil fédéral s'est déjà impliqué pour les Jeux olympiques et nous allons accompagner ce dossier. L'idée de base, qui est d'utiliser la Suisse comme un réseau et d'exploiter les infrastructures existantes, me paraît très bonne du point de vue du développement durable. Mais on ne peut pas chanter les louanges du fédéralisme à longueur d'année et vouloir imposer les JO par le haut. L'engouement doit venir de la base, et cela, on l'attend encore un peu. Les mois qui viennent vont être déterminants.

Le 4 mars se tiendra le scrutin sur «No Billag». Le Conseil fédéral peut-il faire mentir les sondages?

Il ne faut pas sous-estimer cette votation, qui arrive à un moment où le monde des médias vit une mutation profonde et très rapide. Avec notre démocratie directe, nous avons besoin d'un paysage médiatique solide pour garantir l'accès à une information qui permette de se forger une opinion. Nous n'avons pas une démocratie de sondage mais de décision. Quand le peuple vote, il n'indique pas une direction, mais il tranche. On l'a vu pour la prévoyance vieillesse et cela vaut aussi pour l'initiative «No Billag».

La campagne semble mal emmanchée. Répéter inlassablement qu'il n'y a pas de plan B, n'est-ce pas maladroit politiquement?

La dernière fois que des opposants à un grand projet ont promis qu'il y avait un plan B et que c'était facile, c'était pour la prévoyance vieillesse. Maintenant, trois mois plus tard, on doit constater qu'il n'y en avait pas.

Mais, sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», on nous a aussi bassinés qu'il n'y avait pas de plan B et on se rend compte qu'il y en avait un…

Pas vraiment: durant la campagne, il n'était pas question de plan B. On a dit quelles seraient les conséquences si on voulait mettre en place des contingents, à savoir la dénonciation de la libre circulation et le risque de faire tomber l'ensemble des bilatérales. Le Parlement a trouvé ensuite une application compatible avec la libre circulation, c'est une autre affaire. Mais, sur l'AVS, beaucoup ont promis un plan B qui n'existait pas. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire ensuite. La dernière fois que les opposants ont promis un plan B, c'était pour la prévoyance vieillesse, et on doit constater qu'il n'y en avait pas.

Contact spécialisé (https://web.archive.org/web/20191117080748/mailto:media@gs-edi.admin.ch)
Dernière modification 01.01.2018



https://www.edi.admin.ch/content/edi/fr/home/documentation/interviews/-les-institutions-ne-sont-pas-en-danger--mais-il-faut-les-soigne.html